

Du registre aux délibérations du Conseil Communal de cette Ville, a été extrait ce qui suit :

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2019

Présents :

M. Yves Leroy, **Conseiller - Président**
Mme Julie Chantry, **Bourgmestre**
M. Cédric du Monceau, Mme Annie Leclef-Galban, M. David da Câmara Gomes, M. Benoît Jacob, M. Philippe Delvaux, M. Abdel Ben El Mostapha, **Échevins**
Mme Marie-Pierre Lambert-Lewalle, **Présidente du CPAS**
M. Jacques Otlet, Mme Jeanne-Marie Oleffe, Mme Bénédicte Kaisin-Casagrande, M. Hadelin de Beer de Laer, M. Nicolas Van der Maren, M. Dominique Bidoul, M. Cédric Jacquet, Mme Isabelle Joachim, Mme Mia Nazmije Dani, Mme Natacha Legrand, Mme Marie Delatte, M. Vincent Malvaux, Mme Justine Matheï, Mme Nadine Fraselle, Mme Anne Chaidron-Vander Maren, M. Pierre Laperche, M. Basil Gomes, Mme Cécilia Torres, Mme Raphaëlle Buxant, Mme Viviane Willems, Mme Géraldine Pignon, Mme Christine Van de Goor-Lejaer, **Conseillers**
M. Grégory Lempereur, **Directeur général**

34.-Règlement établissant une redevance pour la fourniture de renseignements administratifs et la fourniture de copies - Exercices 2020 à 2025 - Pour approbation

Le Conseil communal en séance publique,

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution,

Vu les articles L1122-30, L3131-1 §1, 3° et L3211-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (MB 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de ladite Charte,

Vu la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2020,

Considérant sa délibération du 26 juin 2018 approuvant le règlement redevance pour renseignements administratifs et fourniture de copies pour l'exercice 2019 ; lequel règlement a été approuvé par la Tutelle en date du 21 août 2018,

Considérant que ce règlement arrive à échéance le 31 décembre 2019,

Considérant que le coût du service rendu au particulier dans le cadre de renseignements administratifs, de dossiers d'urbanisme nécessitant une enquête et/ou une annonce publique et lors de fourniture de copies, doit être répercuté sur celui-ci,

Considérant que la fourniture de copies de réclamations adressées dans le cadre de dossiers d'urbanisme nécessitant une enquête publique et/ou une annonce de projet se voit appliquer un tarif différent dans la mesure où ces documents doivent être anonymisés,

Considérant qu'il y a lieu d'exonérer les pouvoirs publics, autorités judiciaires et comités d'acquisition d'immeubles de la redevance compte tenu de leur qualité d'autorité publique,

Considérant la situation financière de la Ville,

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer sa mission de service public,

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **01/10/2019**,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du **01/10/2019**,

DECIDE PAR 28 VOIX CONTRE 2 :

1. D'approuver le règlement établissant une redevance pour la fourniture de renseignements administratifs et la fourniture de copies - Exercices 2020 à 2025 - rédigé comme suit :

"Règlement établissant une redevance pour la fourniture de renseignements administratifs et la fourniture de copies - Exercices 2020 à 2025

Article 1.-: Objet du règlement

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une redevance due pour la fourniture de renseignements administratifs et/ou de copies.

Article 2.-: Lexique

2.1. Par "renseignement administratif" il y a lieu d'entendre toute information dont dispose l'Administration communale, sous quelque forme que ce soit.

2.2. Par "copie" il y a lieu d'entendre toute reproduction, à l'identique (sous réserve d'anonymisation), sous quelque forme que ce soit (copie papier, copie numérisée, etc.), d'une information dont dispose l'Administration communale sous quelque forme que ce soit.

Article 3.- : Redevable de la redevance

La redevance est due par la personne physique ou morale qui introduit la demande de fourniture de renseignements administratifs et/ou de copies.

Article 4.-: Montant de la redevance pour la fourniture de renseignements administratifs

4.1. Le montant de la redevance est fixé comme suit:

- au prix coûtant pour les frais exposés dans le cadre des dossiers d'urbanisme nécessitant une enquête publique et/ou une annonce de projet,
- à **6,00 euros** par dossier pour la recherche nécessitée pour tout renseignement administratif quelconque,
- à **6,00 euros** par dossier à ressortir des archives pour les recherches nécessitées en vue d'établir l'historique des autorisations urbanistiques relatives à un bien,
- à **75,00 euros** pour la recherche des renseignements urbanistiques nécessitée en application de l'article D.IV.100 du CoDT.

4.2. Lorsque les renseignements administratifs sollicités sont relatifs à plusieurs parcelles se situant en situations urbanistiques différentes, le montant de la redevance est multiplié par le nombre de situations urbanistiques,

- à **10,00 euros** pour la fourniture de renseignements sous format numérique.

Article 5.- : Montant de la redevance pour la fourniture de copies

5.1. La redevance est fixée comme suit pour la fourniture de copies ne nécessitant pas l'utilisation des traceurs de la Ville :

- A4 : **0,20 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 10 copies,
- A4 relatif aux réclamations adressées dans le cadre de dossiers d'urbanisme nécessitant une enquête publique et/ou une annonce de projet : **0,50 euro** par page pour une copie en noir et blanc,
- A4 : **0,25 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 10 copies,
- A3 : **0,40 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A3 : **0,45 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A2 : **0,50 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A2 : **0,55 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A1 : **0,50 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A1 : **0,55 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A0 : **0,50 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A0 : **0,55 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A0+ : **0,50 euro** par page pour une copie en noir et blanc - gratuit si inférieur à 5 copies,
- A0+ : **0,55 euro** par page pour une copie en couleur - gratuit si inférieur à 5 copies,

5.2. La redevance est fixée comme suit pour la fourniture de copies nécessitant l'utilisation des traceurs de la Ville :

- Format A2-A3- A4 : **2,50 euros** par page par copie en noir et blanc,
- Format A2-A3- A4 : **3,50 euros** par page par copie en couleur,
- Format A1 : **5,00 euros** par page pour une copie en noir et blanc,
- Format A1 : **6,25 euros** par page pour une copie en couleur,
- Format A0 : **10,00 euros** par page pour une copie en noir et blanc,
- Format A0 : **12,50 euros** par page pour une copie en couleur,
- Format A0+ : **20,00 euros** par page pour une copie en noir et blanc,
- Format A0+ : **25,00 euros** par page pour une copie en couleur.

Article 6.-: Exonérations

Sont exonérés de la redevance :

- les pouvoirs publics ;
- les autorités judiciaires ;
- les Comités d'Acquisition d'immeubles.

Article 7.- : Exigibilité de la redevance

La redevance est payable dans les 15 jours de la facture prenant cours le jour ouvrable suivant la date d'envoi de celle-ci au redevable.

Article 8.- : Recouvrement amiable et forcé de la redevance

8.1. Au plus tôt 10 jours à compter du 1er jour suivant l'échéance de paiement visée à l'article 7, le redevable se verra adresser, à défaut de paiement, un 1er rappel gratuit par voie ordinaire lui accordant un délai de 15 jours pour s'acquitter des montants dus.

8.2. Au plus tôt 10 jours à compter du 1er jour suivant l'échéance de paiement visée dans le rappel adressé par voie ordinaire, le redevable se verra adresser, à défaut de paiement, une mise en demeure par voie recommandée lui accordant un ultime délai de 15 jours pour s'acquitter des montants dus. Les frais de cet envoi recommandé s'élèveront à 10,00 euros et seront à charge du redevable.

8.3. Le montant de la redevance sera, en outre, majoré des intérêts de retard au taux légal, prenant cours à partir de la date de la mise en demeure adressée par voie recommandée, et ce jusqu'à parfait paiement.

8.4. En application de l'article L 1124-40 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et sous réserve d'une contestation déclarée fondée ou d'une contestation sur laquelle il n'a pas encore été statué, en cas de non-paiement des montants dus à l'issue de la procédure amiable, le recouvrement de la redevance sera effectué, à la requête du Directeur financier, sur base d'une contrainte non fiscale rendue exécutoire par le Collège communal et signifiée par exploit d'huissier de justice.

8.5. Le redevable peut introduire un recours contre cette contrainte non fiscale dans les formes et délais visés à l'article 1124-40 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Dans ce cas, le Directeur financier invite l'huissier de justice instrumentant à suspendre le recouvrement jusqu'au prononcé d'une décision coulée en force de chose jugée.

8.6. Dans les cas où il ne peut être procédé au recouvrement forcé par voie de contrainte non fiscale signifiée par exploit d'huissier de justice, le redevable sera poursuivi, conformément au droit commun, devant les juridictions compétentes.

8.7. Les frais de recouvrement forcé seront, conformément aux dispositions légales, entièrement à charge du redevable.

Article 9.- : Recours

Toute contestation doit être formulée par écrit indiquant les griefs précis à faire valoir à l'encontre de la redevance.

Elle doit être adressée, par courrier, à l'attention du Collège communal, avenue des Combattants 35, à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve, endéans un délai de 15 jours prenant cours le 3ème jour ouvrable suivant le jour d'exigibilité de la redevance.

Toute contestation qui n'aura pas respecté cette procédure sera d'office réputée rejetée.

Article 10.- : Tutelle - Affichage - Entrée en vigueur

10.1. La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

10.2. La présente délibération entrera en vigueur le jour de sa publication et au plus tôt le 1er janvier 2020."

2. De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

Ainsi délibéré en séance date que dessus.

Par le Conseil Communal :

Le Secrétaire,
(s) Grégory Lempereur, Directeur général

La Bourgmestre,
(s) Julie Chantry

Pour extrait conforme, délivré à Ottignies-Louvain-la-Neuve, le 24 octobre 2019.

Par Ordonnance :

Le Directeur général,
G. Lempereur

L'Échevin délégué,
P. Delvaux



